

L'université française en Ontario: une question de temps

Jean-Pierre Pichette

Consacré à l'enseignement postsecondaire en Ontario français, ce septième numéro de la *Revue du Nouvel-Ontario*, pour refléter la dynamique de ses quatre articles et de ses deux notes de recherche, ne pouvait coiffer un titre plus approprié. Non pas que nous ayons spécialement cherché à démontrer l'impasse du système actuel: non, la chose est trop connue de tous depuis déjà fort longtemps. Sauf que les textes de nos collaborateurs s'inscrivent dans la kyrielle des thèses, études et rapports qui, eux, ont fait cette démonstration et, on le verra, tous en arrivent une fois de plus à la même conclusion: la situation actuelle est, à tout point de vue, désastreuse.

Un premier article, celui de *Gaëtan Gervais*, examine le contexte historique de cette question et retrace, dans une étude bien documentée, les origines de ce que l'auteur appelle «l'état misérable de l'enseignement postsecondaire en Ontario français». L'ambivalence des rares institutions, catholiques et françaises, qui dispensaient des programmes en français avant 1960 n'a produit que des tergiversations dont les Franco-Ontariens ont toujours fait les frais, eux qui ne possédèrent jamais les cordons de la bourse. Depuis vingt-cinq ans, le renouvellement des structures universitaires a-t-il fait progresser le fait français? Faut-il, au contraire, conclure que ces entités «bilingues», parce qu'elles maintiennent encore une double allégeance, linguistique cette fois, perpétuent le régime de dépendance de la communauté française?

La réflexion de *Georges Bélanger*, qui s'alimente à son expérience de professeur de littérature, tend à démontrer que «le système d'éducation de l'Ontario français est (...) voué à l'échec s'il n'y a pas enracinement dans un cadre culturel d'ici, déterminé, rattaché avant tout à la vie quotidienne des Franco-Ontariens» et souligne de plus la «nécessité pour un groupe en situation minoritaire d'insister sur ses structures propres».

L'article de *Denis Carrier*, qui prolonge son rapport sur *L'Université d'Ottawa et la francophonie ontarienne* paru en décembre 1985, nous apprend qu'il y a «relativement moins de jeunes francophones que d'autres Ontariens qui se rendent à la porte d'en-

trée de l'Université» et que, avec d'autres facteurs signalés par l'auteur, la «langue d'enseignement à l'Université a influencé d'une manière importante le comportement des jeunes diplômés du secondaire qui s'y sont inscrits et, vraisemblablement, aussi leur propension à s'y inscrire.»

Dans la même ligne, *Normand Frenette*, scrutant les données qui ont servi à la préparation du Rapport Churchill, *Éducation et besoins des Franco-Ontariens*, pour le compte du Conseil de l'éducation franco-ontarienne (CÉFO) publié à la fin de décembre 1985, explique «comment le système élémentaire et secondaire constitue une série de «filtres», à divers paliers, empêchant ainsi les jeunes Franco-Ontariens d'avoir accès aux études postsecondaires au même degré que leurs compatriotes de langue anglaise.»

Enfin, deux autres rapports, commandés directement par le bureau du recteur de l'Université Laurentienne et déposés en 1986, font l'objet, par leurs auteurs mêmes et à cause de leur diffusion limitée, de notes de recherche. Les conclusions du *Rapport Cachon* sont claires: la clientèle francophone du Nord justifie l'établissement de programmes complets en français: elle les recherche même; d'où la recommandation fondamentale de créer une entité française autonome, tant au plan financier que pédagogique. De son côté, le *Rapport Dennie* fait état du lourd contentieux du bilinguisme à la Laurentienne et montre que toutes les réclamations des francophones, étudiants et professeurs, ont systématiquement abouti, après avoir été ballottées de comité bidon en comité bidon, à une fin de non-recevoir: après vingt-cinq ans de cohabitation, les francophones n'ont pas encore droit à un centre communautaire propre, ils traitent constamment avec des administrateurs majoritairement unilingues anglais qui occupent des postes bilingues, et dépendent, même pour les programmes et les cours en français, des budgets gérés par la majorité anglophone.

Ceux qui ont mandat de servir les intérêts et les besoins des francophones de cette province, en matière d'enseignement postsecondaire, pourront-ils se contenter longtemps de demi-mesures? Face aux dérapages quotidiens du bilinguisme (Dennie), aux frustrations permanentes du personnel enseignant réduit à l'impuissance par un système équivoque (Gervais, Bélanger), aux nombreuses attentes légitimes mais insatisfaites des étudiants (Carrier, Frenette, Cachon), y a-t-il vraiment un choix? Il est désormais évident que la réponse à cette question ne viendra pas de l'Université seule.

La pratique des vingt dernières années dans le système scolaire français en Ontario fournit de précieux modèles et des indices per-

mettant de prévoir une issue définitive à ce conflit. Les Franco-Ontariens disposent maintenant d'un réseau complet d'écoles élémentaires et, depuis 1969, d'écoles secondaires françaises qu'ils administrent eux-mêmes. Or, ce réseau, après s'être arraché à l'assimilation, c'est-à-dire à l'unilinguisme anglais, a stagné *ensuite dans le bilinguisme*. Dans une structure bilingue, chacun le sait, la minorité est toujours à la merci de la majorité. De plus, elle embête la majorité qui ne voit, dans chacune de ses revendications, qu'un empêchement de tourner en rond et réduit les francophones au rôle négatif de chiens de garde: c'est pourquoi, les réseaux élémentaires et secondaires ont préféré «se séparer» dès qu'ils en ont eu la chance pour briser ce cercle vicieux et fonder un système autonome.* Compte tenu de cette expertise, mais aussi de l'émergence de compétences francophones à tous les niveaux du postsecondaire, d'une clientèle étudiante qui n'ira qu'en augmentant et de la présence d'écosystèmes universitaires répartis dans tout le territoire — à Ottawa, Toronto, Hearst et Sudbury — qu'il suffirait d'abouter pour former un réseau véritable, il n'est pas exagéré d'avancer que *l'avènement de l'université française en Ontario n'est plus qu'une question de temps*.

* Le prochain numéro de la *Revue du Nouvel-Ontario* rapporte les actes d'un colloque tenu à Sudbury et qui traite justement de cette question: *Minorité culturelle et institutions: l'Ontario français*.